

MOUVEMENT DES DSP ET DG DES HÔPITAUX

Boudiaf fait le ménage

Le ministère de la Santé procédera à un large mouvement dans le corps des directeurs généraux des établissements hospitaliers et des directeurs de santé de wilaya. Sanctions ? Nos sources expliquent que ce mouvement rentre dans le cadre du «rajeunissement et de l'évaluation du secteur». Le mouvement touchera l'ensemble des personnes qui occupent le même poste depuis trois ans.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le changement et le rajeunissement sont visiblement à l'ordre du jour du secteur de la santé. Après un mouvement de changement dans le corps des professeurs chefs de service, c'est au tour des directeurs des établissements hospitaliers, hôpitaux et CHU, et des directeurs de la santé des wilayas de connaître le même mouvement. Si la première mesure a été décidée par le Premier ministre, la seconde vient en conséquence

après une procédure d'évaluation. Selon une source du ministère de la Santé, le département de Boudiaf remplacera seize directeurs de la santé de wilayas, pour le moment. Il s'agit des directeurs des wilayas de Tamanrasset, Oran, Relizane, Ghardaïa, Tissemsilt, Souk Ahras, Khenchela, Constantine, Jijel, Bouira, Djelfa, Annaba, Mila, Saïda, Ouargla et Illizi. Certains DSP, explique notre source, ont été mis à la retraite et les autres ont reçu la décision



Ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf.

de fin de fonction en raison de mauvaise gestion. Dans le corps des établissements des CHU, on apprend de source sûre que le directeur du CHU d'Oran sera également remplacé. Les nouveaux nommés occuperont leurs nouveaux postes à partir du mois

de septembre prochain. Toujours selon notre source, «ce mouvement touchera tous ceux qui occupent le même poste depuis plus de trois ans». Les directeurs des CHU de la capitale, poursuit-on, ne sont pas concernés par ce premier mouvement. Car il ne s'agit là que de la première liste de ce large mouvement. «D'autres DSP et DG d'établissements hospitaliers sont scrutés sous la loupe» souligne-t-on. Le ministre de la Santé a déjà promis une évaluation et un contrôle tout au long de l'année, tout en précisant ne pas vouloir déclarer la guerre au personnel de son secteur, Boudiaf exige des résultats. Son dernier message à l'égard des DSP et des directeurs d'établissements était : «Personne n'est indispensable».

S. A.

RENTREE UNIVERSITAIRE

Hadjar trace les contours de la prochaine rentrée

Le ministre de l'Enseignement supérieur Tahar Hadjar anticipe et prépare d'ores et déjà la rentrée universitaire prochaine. C'est le message clé qui ressort de la rencontre qu'il a eue hier au siège de son département avec les associations estudiantines et les syndicats du secteur.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'inscription administrative des futurs universitaires sera considérablement allégée, a rassuré hier le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Tahar Hadjar, lors d'une rencontre avec la communauté universitaire dont les organisations estudiantines et les syndicats du secteur. Lors de cette rencontre, le premier responsable a passé en revue la situation du secteur, tout en mettant l'accent «sur les préparatifs de la rentrée universitaire 2016 - 2017». A ce propos, il a lancé un appel aux organisations estudiantines, les exhortant à «prendre part», voire «participer à réussir la prochaine rentrée universitaire en apportant aide et assistance aux nouveaux bacheliers à travers des attestations pour assurer leurs inscriptions universitaires». A ce titre, il est important de noter que les inscriptions universitaires débuteront le 19 juillet et s'étaleront sur une dizaine de jours. Pour cette année, le département de l'enseignement supérieur a mis en place une application à même de permettre aux futurs universitaires d'assurer dans «les meilleures conditions leurs inscriptions». Enfin, il est à noter que pour cette année, le choix fixé est de 6 et non 10 comme ce fut le cas les années passées. Sur le plan matériel et infrastructurel, le département de l'enseignement supérieur a indiqué que pas moins de 99.000 nouvelles places pédagogiques et plus de 55.000 lits devraient être réceptionnés lors de la prochaine rentrée universitaire. Ainsi, parmi

les priorités fixées par le programme d'action du secteur à court et moyen termes, dans le cadre de la conférence nationale de l'université, organisée en janvier dernier, on cite notamment le renforcement des capacités de l'université, à travers la bonne gouvernance, en vue de répondre aux différents besoins. «Le programme du secteur vise à promouvoir le système de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour le mettre au diapason des normes internationales et d'un enseignement de qualité», a-t-on souligné. Et d'ajouter : «Les efforts déployés ont pour objectifs le soutien et l'exten-

sion du réseau universitaire et la consolidation du cadre pédagogique et scientifique des points de vue qualité et quantité, dans le cadre du plan scientifique définissant la carte universitaire». Le plan englobe des structures pédagogiques, de services et d'autres espaces, notamment des bibliothèques, des centres de recherche, des sources d'information, des laboratoires d'enseignement des langues et des espaces d'accompagnement pédagogique de l'étudiant, outre l'aménagement d'espaces universitaires de rencontre et des clubs d'enseignants et d'étudiants.

A. B.



Ministre de l'Enseignement supérieur, Tahar Hadjar.

FORMATION DES AGENTS DE SÉCURITÉ DE LA CNAS

Signature de deux conventions avec la DGSN et la DGPC

Présidée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, El Ghazi Mohamed, la ratification des deux conventions d'hier s'est établie entre la Cnas et les Directions générales de la Sûreté nationale (DGSN) et de la Protection civile (DGPC), sous la thématique «Prévention et protection des individus et des biens, sécurité et garantie».

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le directeur général de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés, Haddam Tidjani Hassan, a annoncé lors de cette cérémonie «qu'il s'agit là d'une suite à la convention cadre signée en décembre 2015 avec



Une convention cadre pour la formation de 2 224 agents de prévention et de protection.

la DGSN et de la conc rétisation du programme de formation de la Caisse».

C'est une vision de partenariat que partagent les trois organismes publics signataires et qui est basée sur «une optique gagnant-gagnant pour l'échange de leurs compétences respectives à travers des pro-

grammes de formation», a-t-on ajouté.

Selon ce dernier, «la formation est une nécessité et le facteur le plus important pour le développement du capital humain et d'un service public de qualité». Cette valeur ajoutée est destinée aux agents de sécurité de la Cnas cette fois-ci.

Son objectif réside dans l'apprentissage technique des modalités d'inspection, de secourisme, d'intervention en cas d'incidents ou d'infractions physiques ou verbales avec plus de professionnalisme. Elle concerne, effectivement, 2 224 agents de prévention et de protection relevant de la Caisse.

Pour ce qui est de l'établissement de l'intervalle de cette formation, les responsables disent consacrer prochainement des ateliers de travail à ce propos pour définir toutes les modalités pratiques de ces conventions. Pour toute précision, H. Tidjani a déclaré que «cela prendra le temps qu'il faudra» en prévoyant une éventuelle évaluation de l'ensemble des formations accomplies «d'ici une année».

N. B.